Les équivoques de l'(anti-)impérialisme : le Venezuela et la (contre-)révolution arabe

Fabrice Andréani

▶ **To cite this version:**

Fabrice Andréani. Les équivoques de l'(anti-)impérialisme : le Venezuela et la (contre-)révolution arabe. Contretemps: revue de critique communiste, 2015. halshs-02022989

HAL Id: halshs-02022989
https://shs.hal.science/halshs-02022989

Submitted on 26 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les équivoques de l'(anti-)impérialisme : le Venezuela et la (contre-)révolution arabe

– Fabrice Andréani (Université Lyon 2 / Triangle) –

*« Grâce à Marx, nous savons que toute classe dominante a besoin d'idéologues et d'idéologies qui justifient son régime d'exploitation : le "marxisme" n'a pas échappé à ce sort, et dans le monde où les antagonismes de classes persistent il n'y a rien de surprenant à ce que le "marxisme" se transforme tout simplement en idéologie de trahison et d'oppression »**

* Maximilien Rubel, « La signification historique de la barbarie stalinienne », *La Flamme*, n°5, 1945

Les révoltes arabes de 2011 sont sans doute les événements au cours desquels les gouvernants du Venezuela et de l'Alliance Bolivarienne (ALBA-TCP)[1] ont le plus déçu leurs soutiens à Gauche[2]. Aussi ambigus sur la Tunisie et l'Égypte que prompts à nier l'existence même d'insurrections populaires en Libye et en Syrie, jamais les leaders bolivariens n'ont paru si proches des pires ennemis de l'idée même d'émancipation, conspirationnistes et autres[3]. Entre temps, la militarisation de la Libye, le carnage syrien, la « normalisation » en Tunisie et, enfin, le coup d'État conservateur en Égypte ont fait passer la controverse au second plan, derrière l'élan global de « solidarité » avec les forces Kurdes en Syrie. Néanmoins, à l'instar du flop des lectures pro-russes du conflit ukrainien ou de la disparition des références *latinas* au sein de la direction de Podemos, la trajectoire même de l'opération d'érection du Rojava syrien en « Espagne du 21è siècle »[4] – Nord-Sud – suggère une perte d'initiative côté ALBA. Et il semble qu'à domicile aussi, les deux fétiches de la novlangue bolivarienne, « pouvoir populaire » et « anti-impérialisme », sont quelque peu dés-animés : montée d'oppositions de Gauche d'un côté ; de l'autre, processus de « normalisation » cubano-étasunienne…

Partant, le consensus émanant des critiques faites au Venezuela et à l'ALBA en 2011 laisse perplexe. Elles nous donnent l'image d'un « ratage » diplomatique, sous-produit d'un *campisme* hypertrophié, initié par Cuba (Russie, Chine, Libye, Iran, Syrie) et repris à son compte par le Venezuela pétrolifère non sans prétentions morales, mais par sur-aversion pour les USA: en somme, le résultat du mélange mal géré de deux (in)intelligences stratégiques *in fine* imputables à une sur-exposition à l'impérialisme militaro-industriel et/ou médiatico-culturel[5]. Outre l'évaluation vaine des « vraies » croyances des uns et des autres[6], ce méta-récit, symptôme de la réification insidieuse d'identités (ré-)instituées lors de crises (proto-)révolutionnaires, fait fi d'un des traits fondamentaux de la configuration qui prévaut (alors) au Venezuela. À savoir, le fait qu'en période de reflux relatif des (contre-)mobilisations (anti-)chavistes, et a fortiori si les « avancées sociales» se raréfient, le bloc gouvernemental tend à user – et abuser – des « ingérences » impérialistes ou autres, parfois plus qu'il ne les subit. Et ce, dans l'exacte mesure où le bloc oppositionnel en fait autant, de son côté, avec les « solidarités anti-impérialistes », étatiques ou non, autoritaires ou pluralistes, qu'il équivaut les unes aux autres sans distinction. L'un comme l'autre, pris dans une campagne électorale permanente[7], y sont contraints par la structure même de leurs interactions, dont l'enjeu primordial est la pérennisation de la polarité partisane autour de la « (contre-)révolution ». C'est dire si ce jeu-

1Alliance Bolivarienne Pour les Peuples de Notre Amérique / Traité de Commerce des Peuples. *Cf.* : *alba-tcp.org*
2Désigne ici tout parti ou organisation politique (hors libertaires) dites comme anti-néolibéraux ou anti-capitalistes.
3 « V. Lapierre, le Mr. Chávez de Soral », *Confusionisme.info*, 11/11/2014.
4 D. Graeber, « Why is the world ignoring the revolutionary Kurds in Syria ? », *The Guardian*, 8/10/2014.
5 *Cf.* [varia] « Libye, théories du complot, anti-impérialisme, gauche... », *LCR-LaGauche.be*, 7/03/2011 ; M. Lemoine, « L'Amérique Latine dans le chaudron libyen » & S. Naïr, « La gauche latino-américaine et la révolution arabe », *Medelu.org*, 26/03&15/10/2011.
6 *Cf.* Paul Veyne, *Les Grecs ont-ils cru en leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*, Seuil, 1983.
7 19 scrutins tous confondus sur 1998-2014 (18 victoires), tous structurés autour du candidat Chávez (puis Maduro).

là, quelle que fût sa « genèse » – ou autrement dit, quels que furent les « responsables » de la crise –, engage des symboliques universalistes, et laisse peu de place à la nuance, encore moins à celui des joueurs qui remet constamment en jeu son statut de leader: Hugo Chávez. Sous cet angle, l'appréhension des révolutions arabes de 2011 par son gouvernement (puis par l'ALBA) est plus paradigmatique qu'exceptionnelle. Mais s'en convaincre implique de resituer les rapports entre ses protagonistes dans la trajectoire du Venezuela bolivarien, site tour à tour d'une crise politique extraordinairement aiguë – et effectivement exacerbée par des élites réactionnaires et les USA –, puis d'une accumulation record de pétrodollars.

Le chavisme 'arabe' entre crise révolutionnaire et boom de l'or noir

Si le CV *putschiste* de Chávez, comme la classe sociale – voire la « couleur de peau » – d'une bonne partie de ses électeurs révulse nombre d'élites, la coalition *nationale-populaire*[8] qui le fait élire fin 1998 penche plutôt vers le *réformisme*. En 1999, outre la clôture de 50 ans de coopération militaire avec les USA et un *processus constituant*[9], il lance le *Plan Bolívar 2000*, contre l'austérité issue de deux décades de chute des cours du baril (10$). Pour fortifier et étendre le *Plan*, il renégocie les quotas de production avec ses pairs de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)[10], à l'été 2000. S'il passe d'Iran à l'Irak par voie terrestre – les deux sont sous embargo –, et déplore chez Saddam Hussein (seul depuis 1991) l' « ingérence » US, le ton est strictement « souverainiste »[11]. Au sommet OPEP de Caracas – le 2nd après 1975 –, même l'Arabie Saoudite appuie son ministre de l'Énergie, élu à la tête du cartel. Aussi, Chávez accordant aussitôt à Cuba un rabais sur le brut, *Fidel* s'envole re-discuter prix avec l'OPEP. Entre l'Iran et la Libye[12], il fait escale chez Bashar Al-Assad, tout juste intronisé. De l'avis des diplomates, son discours tranche alors nettement avec ceux du « petit frère » vénézuélien à l'extérieur – sauf quand il se déplace à La Havane[13].

Néanmoins, fin 2001, en pleine « Guerre contre la Terreur » (G.W. Bush), c'est à la fois « contre le castro-communisme » et le « terrorisme » qu'est parachevée au Venezuela l'unification rampante des oppositions intellectuelles, syndicales, patronales et militaires à une série de lois[14]. Outre l'éducation, les médias privés (4 télés / 5) ou le *latifundio*, sont visées la gérance et la fiscalité de la pétrolière PDVSA : le chavisme la taxe de « pseudo-méritocratie » et d' « État dans l'État », la comparant à l'Aramco (*US*-)saoudienne. Devant l'intransigeance de Chávez face à l' « oligarchie » et ses alliés syndicaux qui appuient un lock-out[15], les « trahisons » d'élus et *pronunciamientos* militaires pleuvent : entre accusations de liens avec les guérillas en Colombie – ou même Al-Quaeda –, et vindictes contre les « hordes talibanes » qui incendient le drapeau *gringo* devant l'ambassade US. Le maire de Caracas quitte le navire après que l'Assemblée nationale réclame à Bush « la vérité » sur le 11/09. Entre le coup d'État médiatique-militaire-patronal – et le *contre-coup* populaire-militaire – des 11-14 avril 2002 et le référendum de révocation contre Chávez (2004), en passant par le lock-out pétrolier (hiver 2002-2003), tous trois ouvertement soutenus par les USA, le *Comandante* fustige chaque jour les « massacres d'innocents en Afghanistan, en Irak et en Palestine ». Il s'attire alors la franche solidarité de la Gauche (globale), prenant à témoin le Forum Social Mondial (FSM) à Porto Alegre en plein lock-out. Mais il intrigue aussi les (ex-) « socialistes arabes » et/ou « anti-impérialistes » qui ont décimé la leur de longue date, outre des groupes armés (philo-)palestiniens ou assimilés (FPLP, Hezbollah).

8 Ex-officiers, figures de *collectifs* de *barrios* (*culture*, *autodéfense*...), partis *post-communistes*, patrons *philanthropes*...
9 Élection d'une Assemblée Constituante, référendum sur la Constitution, réélections généralisées (1999-2000).
10 1960: Venezuela (*soc.-dém.*), Iran, Arabie Saoudite, Iraq, Koweït (monarchies). 1961-1962 : Quatar & Libye (*idem*).
11 Ici & *infra* : « Chávez, revolutionary internationalist », *Invent-the-future.org*, 15/08/2014.
12 Et la visite ritualisée du Musée des Horreurs des USA, ex-résidence de Gaddafi bombardée en 1986...
13 Entretiens de diplomates à la retraite – devenus *anti-chavistes* –, Caracas & Mérida, octobre 2007.
14 Faits & citations *infra in* L.E. & E. Lander, M. López-Maya & al., « Abril venezolano : golpe y resistencia popular », *OSAL*, juin 2002 ; O. Chirino, M.A. Hernández, « El golpe contrarevolucionario de abril », *LaClase.info*, 11/04/2012.
15 La Confédération des Travailleurs du Venezuela, affilié à Action Démocratique, ex-parti hégémonique avec COPEI.

Après le référendum, sur fond de boom pétrolier tiré par la guerre US et l'Asie, à côté de l'ALBA (crée avec *Fidel*), Chávez suit son homologue brésilien *Lula* sur deux projets qui partent de l'UNASUR – qui vient elle aussi d'être créée : les sommets Amérique du Sud / Afrique (ASA) et Amérique du Sud / Pays Arabes (ASPA)[16]. Visant lui aussi un siège – non permanent – au Conseil de Sécurité, le Venezuela deviendra Observateur à l'Union Africaine et la Ligue Arabe (2005-2006). Entre temps, aux Affaires Extérieures comme ailleurs, l'heure est aux départs en retraite anticipés d'anti-chavistes – et licenciements de (philo-) « putschistes » – et formations expresses de néo-cadres[17], culminant avec l'arrivée de Nicolás Maduro[18]. Entre pénurie nationale d' « africanistes »[19] et philo-baathisme des arabisants, Chávez navigue peut-être à vue, mais il joue en tout cas avec le stigmate « populiste-autoritaire » qui lui colle à la peau.

L'odyssée orientale du 'socialisme du 21è siècle'

En Afrique, Chávez convoite les réseaux du colonel Muammar Gaddafi, mais cultive aussi son style, moins raide que celui des algériens ou a fortiori des cubains[20]. Non content d'avoir décoré Robert Mugabe (Zimbabwe) au G15 (*non alignés*) de Caracas en pleine campagne autour de sa révocation, et alors qu'il doit la validation par l'Organisation des États Américains (OEA) du « non » au référendum révocatoire à Jimmy Carter – appelé à la rescousse juste après le *coup*[21]–, c'est en lauréat du *Prix Gaddafi des Droits de l'Homme* qu'il est reçu à Tripoli fin 2004. Mi-2006, venu en vue du 1er sommet ASA de fin d'année (Nigeria), il fait fi cette fois de la « normalisation » des relations Libye-USA, critiquant le veto *gringo* sur ses propres achats d'armes – qui le pousse vers la Russie, et alors qu'il se fournit aussi en Espagne et en Israël[22]. Après avoir acté, toujours à Tripoli, la subvention mutuelle de 40 bourses étudiantes par an (mi-2008), il y retourne fin 2009 fêter les 40 ans de la « révolution »[23] :

> « Dans les années 1970, de nombreux leaders révolutionnaires sont venus ici. Moi je ne pouvais pas car j'étais dans l'armée. (…) Mais on a suivi l'exemple de Gaddafi. Je disais toujours à mes camarades (...): si lui et ces jeunes militaires l'ont fait *[la 'révolution'],* pourquoi pas nous ? »[24]

Fin 2009, le *Guide* baptise un *Hugo Chávez Football Stadium* à Benghazi, puis se rend à Margarita au 2nd sommet ASA. Préparée entre Cercles Bolivariens et officiels libyens[25], sa venue inclut une visite de l'Université Bolivarienne (*Misión Sucre*). Il offre à Chávez l'une de ses fameuses tentes. Celui-ci lui remet le prestigieux Ordre de la Libération, avec la réplique de l'épée du *Libertador*:

> « Au nom de notre peuple, de la Révolution ; (...) toi soldat révolutionnaire, leader du peuple libyen, de [sa] Révolution, de l'Afrique et aussi aux yeux des peuples d'A.L. et des Caraïbes. Vive Bolívar ! Vive Gaddafi ! (...) [L'A.S. et l'Afrique] doivent former de véritables puissances, [leur] union forgera ce que Bolívar appelait l'équilibre du Monde, l'équilibre de l'Univers. »[26]

L'invité d'honneur rend un vibrant hommage à son hôte, qui aurait « chassé les colonialistes ». Tout y passe, d'une critique typiquement chaviste de « la dictature de l'ONU », à l'auto-victimisation en

16 E. Brun, « Gauches et relations Sud-Sud », *in* O. Dabène , *La Gauche en Amérique Latine*, FNSP, 2012, p. 425-452.
17 Entretiens, Caracas, juillet 2010 : même à Cuba, connu pour son *professionnalisme*, les *ateliers* étaient « bâclés ».
18 En 2006, avec un Cabinet peuplé en partie d'ex-*alters* débarqués d'Europe juste avant le *coup*.
19 C. Forite, *Chávez et l'Afrique. 10 ans de politique extérieure vénézuélienne*, Paris, IHEAL-CREDAL, 2011.
20 Il reconnaît bien sûr la République du Front Polisario (RASD) – le Maroc ferme l'ambassade de Caracas (2009).
21 F. Diez, J. McCoy, *International mediation in Venezuela*, Washington D.C., US Institute for Peace, 2011.
22 *Cf.* « Gobierno bolivariano compró armas a Israel » [& réf. internes], *El Libertario / LaClase.Info*, 19/07/2014.
23 1ère escale d'une virée des (ex-)*États-voyous*, du 1er au 11/09...
24 Cité *in* « Chávez-Kadhafi : chronique d'un soutien sans faille », *Jeune Afrique*, 05/03/2013.
25 « Grupo Venezuela-Libia y Círculos Bolivarianos integran Comisión Preparatoria... », *Aporrea.org*, 05/06/2009.
26 Citations & *infra in* Camille Forite, « Chávez et la révolution lybienne », Congrès LASA, San Francisco, 25/05/2012. Merci à elle pour le partage du *draft.*

terroriste présumé, via un plaidoyer pour un néo-développementisme militaro-industriel *Sud-Sud* :

> « Nous sommes esclaves du Conseil de Sécurité. (...) Nous partageons le même destin, le même combat dans la même tranchée contre un ennemi commun, et nous vaincrons. (...) Au Nord, il n'y a ni séparation ni abîme. Tout relie [les USA] à l'Europe, les communications, les voix de navigations, tout. Or dans l'Atlantique Sud, il y a un grand vide. (...) Nous devons créer l'OTAN du Sud [et] bénéficier d'échanges touristiques, (...) maritimes et aériens, de gazoducs et d'oléoducs... Et ce n'est pas une action terroriste que de dire ça. Ce sont nos droits. »

Cette savante sublimation par Gaddafi des ses excellents rapports avec l'UE, qui lui sous-traite le parcage de clandestins dans des camps[27], n'émeut alors personne à Gauche au Venezuela ou dans la région – du moins publiquement... Élu hôte du 3è sommet ASA (de fin 2011...), le *Guide* accueille Chávez une sixième fois fin 2010. Ils signent pour une ferme *agro-éco-touristique* mixte sur 75000 hectares de terres au Venezuela, une ligne aérienne directe et un Fond de co-investissement d'un milliard de dollars. Fait Docteur Honoris Causa, l'ex-parachutiste donne sa leçon quotidienne, à l'invitation de *TeleSur* :

> « Tripoli se trouve (...) sur la côte Sud de la Méditerranée, à mi-distance entre le Portugal et Damas, tu vois ? [Sa] situation est très importante (...), [son] gouvernement profondément allié. (...) Disposer ici d'un point d'ancrage, d'une maison sœur, est très important pour le Venezuela, à tous points de vue. (…) Cela fait des années qu'on étudie le modèle libyen (...) Dans l'Armée Bolivarienne [Révolutionnaire][28] on a étudié le Livre Vert, (...) tout ce qui concerne les Assemblées Populaires, les Conseils Populaires. (...) Les Conseils Communaux (...) sont, évidemment, une structure née de l'expérience vénézuélienne, mais (...) dans le même esprit que le pouvoir populaire dans la (...) Grande Jamahiriya, République Socialiste et Populaire. »[29]

Moins fantasque, l'idylle syrienne de Chávez est le nœud d'une toile doublement plus balisée. D'un côté, elle s'intègre aux échanges exponentiels avec l'Iran (pétro-chimie, logement, voitures...), où il rencontre Mahmud Ahmadinejad – alors maire de Téhéran – là aussi dès fin 2004. De l'autre, elle conforte les vues des élites d'ascendance syro-libanaise au Venezuela, qui abrite la troisième « diaspora » régionale après l'Argentine et le Brésil[30]. De fait, la photo de Gamal Abdel Nasser, ex-figure *pan-arabe* – et allié un temps au parti Baas syrien –, arbore l'entrée de nombre de boutiques de meubles et d'électro-ménager[31]. Dès le 1er sommet ASPA à Brasilia (2005), dénotant avec le style feutré de *Lula*, Chávez s'indigne de la « voracité » pétrolifère des USA dans les régions « sœurs » ; le n°2 d'Al-Assad critique le traitement *unilatéral* et *sécuritaire* du « terrorisme ». Au nom du « droit des peuples à résister à l'occupation » – d'abord en Palestine –, la Ligue Arabe appuie le droit de l'Argentine sur les Îles Malouines, contre l'UE. Or l'UNASUR conteste à la fois l'embargo anti-syrien et la prolifération nucléaire, en clin d'œil à l'Iran – appuyé à l'AIEA[32] par la Syrie, le Venezuela et Cuba. À l'été 2006, Chávez est le tout premier chef d'État à dénoncer l'offensive anti-Hezbollah d'Israël au Liban. Il rappelle à Caracas son ambassadeur de Tel Aviv et maintient sa visite à Téhéran. Au cessez-le-feu, les drapeaux vénézuéliens flottent sur Beyrouth, (« à nouveau ») dévasté. Il arrive à Damas aussitôt:

> « Nous avons la même vision politique et nous résisterons ensemble à l'agression ! »[33]

Peu après, sa célèbre diatribe contre *Le Diable Bush* à l'ONU – où il brandit le livre *Hégémonie ou survie* de Noam Chomsky tel la Bible – est suivie d'un micro-attentat raté d'une nano-« cellule » du

27 « Kadhafi, le sacré vigile de l'Europe », *Backchich.info*, 23/04/2008.
28 Dont le 1er *coup* raté le lance en télé-politique (1992).
29 *In* C. Forite, *draft* cité.
30 Environ un demi-million de citoyens. C. Baeza, « Le Moyen-Orient et l'Amérique latine », *Mouvements*, 76, 2013.
31 Observations *in situ*, Caracas, Puerto La Cruz, Mérida, mi-2007-mi-2009, été 2010.
32 Agence Internationale de l'Énergie Atomique.
33 *Venezolana de Televisión*, 30/06/2006.

Hezbollah à l'ambassade US de Caracas. Mi-2007, l'Iran étendant son réseau d'ambassades *latinos*, les vols Caracas-Damas-Téhéran sont lancés, et aussitôt accusés de braver les sanctions US. Fin 2008, en écho au récent raid colombien sur les FARC en Équateur et à la contre-mobilisation au cri de « [Alvaro] Uribe, fasciste, c'est toi le terroriste »[34], les raids de Tsahal sur Gaza décident Chávez (comme Evo Morales) à rompre les relations avec Israël. Il accuse d' « holocauste » Shimon Peres et Bush au 2nd sommet ASPA à Doha, puis reconnaît l'État Palestinien[35]. Fin 2009, il passe à Damas entre Tripoli et Téhéran-Minsk(-Moscou). D'habitude peu disert, son « petit frère » *Bashar*, ainsi qu'il l'appelle à l'occasion, ironise :

> « Nous avons décidé de réfléchir à la nomination du Secrétaire Général de cet 'Axe du Mal'. »[36]

Ils baptisent un Parc Simón Bolívar à Suwayda, ville natale de dizaines de milliers de vénézuéliens. Chávez, qui propose d'établir à Damas un siège de la chaîne inter-étatique *TeleSur* face à la « guerre médiatique de l'Empire »[37], informe à sa manière du projet de nouvelles bases US en Colombie:

> « Il faut appeler le peuple d'Israël à la réflexion, [il] ne peut pas appuyer [ce] gouvernement. (…) [Après] l'apartheid d'Afrique du Sud, tout près d'ici à Gaza il y a un apartheid aussi cruel et sauvage. (…) Et maintenant [les USA] veulent faire de la Colombie, l'Israël d'Amérique latine. »

Mi-2010, Al-Assad inaugure à Caracas sa (seule) virée sous-continentale. Outre la défense des droits de « son peuple » sur le Golan (occupé par Tsahal), et du nucléaire civil iranien – sur fond de médiation turco-brésilienne – il vient aussi relancer les « affaires » avec la diaspora. Décoré à son tour de l'Ordre et de l'épée du *Libertador* – après Poutine, Gaddafi, Ahmadinejad... –, il annonce la construction d'une raffinerie à Homs. Chávez fixe le cap puis prophétise (en paraphrasant Mao):

> « [On] est décidé à relier, de Caracas à Minsk, de Minsk à Téhéran, de Téhéran à Damas, tous les foyers d'un monde nouveau, (…) multipolaire ; une grande toile politique, économique, scientifique, énergétique, alimentaire, sociale, culturelle, de paix, de coopération, de fraternité et de respect, qui en sera le centre de gravité. (…) Un jour, l'État génocidaire d'Israël sera remis à sa place, la place qui lui correspond. (…) Pourvu qu'y naisse un État démocratique. (…) Un jour l'impérialisme deviendra un tigre de papier, et nous, tous ensemble, des petits tigres de fer. »[38]

Fin 2010, Chávez va une quatrième fois à Damas. *Evo*, Rafael Correa et Daniel Ortega ont donné le feu vert: après l'Iran et la Russie, la Syrie devient officiellement membre observateur de l'ALBA.

Trois mois plus tôt, à l'Institut des Hautes Études Diplomatiques du Ministère du Pouvoir Populaire aux Relations Extérieures, personne n'ignore la future « nouvelle ». Ainsi du jeune sous-directeur, qui enseigne les Relations Internationales à l'Université Centrale, et poursuit – alors – un Doctorat en co-tutelle avec l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL) à Paris 3 :

> « Le cap (…), c'est l'ALBA, bien sûr – j'espère, un jour, à l'échelle continentale voire plus –, avec le Conseil Politique, et [celui] des Mouvements Sociaux, qui doit tisser des liens avec tous [ceux] avec qui on converge dans les pays… plus conservateurs. Or ça passe aussi par la l'UNASUR... et ces amitiés stratégiques qui nous valent tant d'insultes de la 'gauche'… sociale-libérale, comme vous dites ... Syrie, Iran, Russie, Chine, Libye (…) C'est un tout intégré. »[39]

Une ex-Consule Générale à Barcelone, ex-cinéaste et anthropologue qui a « réinvesti » l'Asie et le

34 Observations *in situ*, Mérida, mars-avril 2008.
35 Frontières de 1967. Avant le Brésil (2010), et après le Costa Rica (2008), et Cuba-Nicaragua (1988).
36 *AP* & *Agencia Bolivariana de Noticias*, 03/09/2009 – *infra idem*.
37 *CNN*, *Al-Jazira*...que Bashar peine déjà à censurer.
38 *Prensa MPPRE*, 20/10/2010.
39 Entretien et suivants : Caracas, juillet 2010. En fait d'États *conservateurs*, outre l'ONG Colombiens pour la Paix de Piedad Córdoba (sénatrice, *Gauche*), l'ALBA s'est surtout liée au Mouvement des Travailleurs Sans Terre, au Brésil.

Moyen-Orient peu avant sa retraite, tempère :

> « Ces régions ont leur histoire propre (…), de même que la Chine n'équivaut pas aux USA... ».

Quant à sa chef, de parents libanais, ex- « grand reporter » à *CNN* devenue Coordinatrice Moyen-Orient et Asie – et depuis 2013 à la fois n°2 à l'Ambassade de Beyrouth (Liban) –, elle explique :

> « Je me suis toujours sentie Palestinienne. (…) J'ai hésité pour ce job, je vivais à la montagne, chez les hippies, à Mérida (…) J'avais aidé un peu avec *TeleSur*, mais j'étais crevée. (…) C'est le besoin de former les jeunes à ce terrain qui m'a convaincue (…). C'est clair, j'avais baroudé. (...) À la 'grande époque', pour interviewer le Hezb[ollah], ils te bandaient les yeux et te faisaient tourner des heures en bagnole pour pas que tu retrouves la planque : là je me sentais guérillera. (…) La Syrie, c'est pas vraiment une démocratie, mais bon c'est difficile de faire autrement ... quant à l'Iran, ils ont leur version locale, grosso modo, de la théologie de la Libération. »

Au terme d'une logorrhée sur le concept de *Gauche* chez Gilles Deleuze – qui « au pouvoir se transforme toujours en droite » –, et le rôle de la « relève » formée aux *Missions* (*Sucre*, *Ribas*...) dans la lutte contre la « boli-bourgeoisie » et la « droite endogène » dans les ministères, elle lâche :

> « Si l'opposition gagne les élections [législatives, en septembre], (…) ce serait la guerre civile, les *barrios* [populaires] seraient furieux. (…) Chávez a averti l'oligarchie : 'vous n'aurez même plus de lampes pour éclairer vos foyers'. Moi je te dis, ils leur prendront même les bougies ! »

On entrevoit la complexité – et non pas la marginalité – des logiques entremêlées qui sous-tendent la politique pour le moins conservatrice (Tunisie et Égypte), sinon contre-révolutionnaire (Libye et Syrie), de l' « officialisme » début 2011: trauma et paranoïa anti-US et « médias » peut-être ; mais aussi sens pratique de stimulation-disqualification du putschisme « latent »[40], conjuration des risques pesant sur les « affaires », et auto-identification paternaliste diffuse en avant-garde du *Sud*.

L'illusion de la 'double-morale' (anti-)impérialiste

En l'occurrence, rien ne liant le Venezuela à Ben Ali ou Moubarak, c'est l'enthousiasme précoce d'Obama sur la Tunisie qui fixe le *La* sur les deux premières révoltes[41], et non pas le « manque d'infos ». De fait, Marea Socialista et autres minoritaires du parti de Chávez (PSUV) saluent la « révolution » dès le 19/01 (comme les opposants de Gauche du PSL)[42] – Ben Ali « fuit » le 14 –, mais lui n'en parle que le 31 :

> « Ce matin j'ai parlé avec [Gaddafi] et [Assad], on est très préoccupés. (…) Il y a des grandes révoltes populaires, [B. Ali] est déjà tombé et en Égypte la situation est complexe. (…) Je ne me prononce pas par respect pour leur souveraineté. (…) Gaddafi dit que ça dégoûte de voir les USA, après avoir utilisé [B. Ali] pendant des années (…), l'abandonner : ainsi paye le Diable, ils ne lui ont même pas donné de visa. (…) Il y a beaucoup de pauvreté et une élite s'est enrichie, (…) il y a pu avoir d'autres facteurs. »[43]

Le 11/02 au matin, Maduro craint encore une « révolution orange » au Caire, mais précise :

> « Nous observons avec respect ce qui se passe, (…) le réveil des peuples arabes. »

Quelques heures plus tard, Moubarak ayant démissionné, Chávez corrige :

---

40 Plus peu que prou sur 2006-2013.
41 Sur les révoltes, *cf*. A. Allal, T. Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, A. Colin, 2013.
42 Marea Socialista, « Solidaridad con la insurrección del Pueblo de Túnez », *Aporrea.org*, 19/01/2011.
43 Cit. & *infra in* C. Forite, *draft* cité.

> « Le Président de la R.B.V., le Commandant H.C., au nom du peuple, salue l'authentique leçon de maturité (...) [du] courageux peuple égyptien (…), ce triomphe pacifique *[sic]* (…). La R.B.V. [lui] sera solidaire (…), [avec] ses prérogatives (…) inaliénables, en digne héritier des drapeaux du leader historique G. A. Nasser. La R. Arabe d'Égypte peut compter sur la volonté fraternelle du Venezuela Bolivarien pour construire un monde multipolaire. »

Quand Gaddafi se voit à son tour menacé, les médias d'opposition reprennent en chœur la rumeur de son envol imminent vers Caracas, et l'on se met à invoquer l' « identité » Venezuela-Libye – et ce sans trêve à ce jour, comme pour la Syrie. Chávez se lance avec Maduro :

> « Vas-y Nicolás, donne une autre leçon à cette extrême droite pro-Yanquee, Vive la Libye et son indépendance. Gaddafi affronte une guerre civile. » (24/02)[44]

Marea et d'autres disent exactement le contraire[45]. Un correspondant de *TeleSur* à Benghazi contredit la « contre-propagande » de son collègue basé à Tripoli qui, cloué à la place Verte, décrit sans sourciller un pays « calme » :

> « On ne rentre dans [cette] région que sous contrôle du gouvernement. (…) Il y a des preuves évidentes que Gaddafi a ordonné (...) d'attaquer et de tirer sur des foules sans armes. » (25/02)[46]

Chávez et Maduro réitèrent pourtant, tout en se justifiant au passage sur l'Égypte :

> « On a prudemment gardé le silence (…), dans le cas égyptien (…) j'ai dit à Nicolas, prudence Nicolas, (…) on sait, on est habitué aux manœuvres médiatiques mondiales ». (27/02)[47]

> « La ligne est de n'appuyer aucun massacre (…), mais il y a une campagne de mensonges similaire à celle qui fut lancée contre ma personne et le peuple du Venezuela en 2002. (...) Je ne vais pas condamner [Gaddafi], je serais un lâche – [il] a été mon ami pendant longtemps –, sans savoir ce qui ce passe réellement. (...) Comme le dit prudemment Fidel : "(...)ceux qui le condamnent ont leurs raisons. Peut être ont-ils des informations que nous n'avons pas." » (1/03)

Début mars, le Conseil Politique de l'ALBA défend la « médiation » proposée par Chávez :

> « (..) une Commission Internationale Humanitaire pour la Paix et l'Intégrité de la Libye, [face à] l'OTAN et tout intention de tirer (…) un profit médiatique *[sic]* et opportuniste de cette tragédie, créée *[sic]* pour justifier [la] conquête de l'énergie et des ressources aquifères. »[48]

Le Conseil de Transition créé le 05 décline. Le sur-lendemain, les insurgés de Benghazi débaptisent le « stade de Chávez », désormais Stade des Martyrs de la Révolution[49]. L'OTAN sollicitant l'ONU pour frapper, le *Comandante* s'en va au front, dans son émission télé dominicale *Aló Presidente* :

> « Les Yankees sont sur le qui-vive. Ils déplacent des porte-avions. (...) Un hélicoptère hollandais avec armes de guerre et soldats vient d'être capturé (…), et des anglais aussi [et] huit membres des commandos spéciaux (...). Les USA veulent le pétrole libyen peu importe le nombre de morts. Comme ils voulaient le pétrole vénézuélien les 11-12 avril [2002], et ils continuent à élaborer des plans pour [nous le] prendre de n'importe quelle façon. » (13/03)[50]

Reste que les multinationales US (et UE) ont déjà « pris » de longue date le pétrole de l'un comme

44 *Jeune Afrique*, *art.* cité.
45 Marea Socialista, « El pueblo de Libia vencerá », *Rebelión.org*, 24/02/2011.
46 « Tripoli est calme: la télé de Chávez désinforme sur la Libye », *Rue89*, 22/03/2011.
47 Cit. & *infra in* C. Forite, *draft* cité.
48 *Prensa MPPRE*, 4/03/2011.
49 « Venezuela's Hugo Chavez loses Libya stadium honour », *BBC.co.uk*, 8/03/2011
50 *In* C. Forite, *draft* cité.

de l'autre, par ailleurs gagé au Venezuela à terme au PC chinois contre des crédits de plusieurs dizaines de milliards de dollars[51]. Certes, un complot a abouti – fait rare – à Caracas 9 ans plus tôt, du moins 48 heures durant : Chávez ayant été mis aux arrêts après des heurts meurtriers survenus lors d'une méga-manifestation d'opposition à Caracas – heurts impliquant des responsabilités de part et d'autre –, un groupe de putschistes qui conspiraient de longue date s'est imposé à la Présidence et a suspendu tous les autres pouvoirs… avant d'être balayé entre protestations populaires massives et (nouveaux) volte-faces militaires[52]. Les États-Unis avaient avalisé le coup, et financent encore – partout – un tas de projets plus douteux que « civiques ». Mais au Venezuela, une fois l'appareil d'État repris en main, la conquête des grandes entreprises et la démultiplication des partenariats inter- et transnationaux « mixtes » (pétroliers et plus généralement miniers) se sont souvent opérées au détriment – et au mépris – des protagonistes ordinaires de la contre-mobilisation populaire des 12-13/04 et ses dizaines de « martyrs » tués par la police, de même que du contre-lock-out ouvrier et populaire l'hiver suivant, et du triomphe de Chávez lors du référendum révocatoire de 2004. Et ce, au rythme de la campagne globale pour le « socialisme ».

En matière de « contre-hégémonie médiatique », ici encore, comme en écho à la « double-morale de l'Empire », au 14/03/2011, soit le lendemain du démenti par Chávez du journaliste bolivarien *in situ*, Benghazi ne répond plus: d'après sa chef, le trublion de *TeleSur* aurait mieux à faire au Caire[53].

Dix jours plus tard, face aux premiers cadavres en Syrie, la « ligne » est identique. Et elle le restera les trois années suivantes :

> « Maintenant ils accusent notre frère (…), un humaniste, un médecin, formé à Londres qui plus est, pas du tout un extrémiste[54]. (…) C'est parti : des mouvements ici et là... des manifestations soit-disant 'pacifiques'... des morts... et hop : [c'est la] faute du président. (…) Et après les Yankees viennent bombarder le peuple pour le 'sauver'. Mais quel cynisme ! C'est un nouveau format qu'ils ont inventé : générer du sang, (…) et convertir le pays en colonie. »[55]

La guerre « sioniste » s'enlise... Une délégation de l'ALBA vient à Damas en octobre. Début 2012, entre la mort du « camarade » Kim Jung Il (Corée du Nord)[56] et le vote Cuba-Chine-Russie pro-*Bashar* au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU (à l'inverse du Brésil), le *Comandante* coordonne avec le Brésil un exercice conjoint UNASUR-Russie dans la Caraibe :

> « Les bateaux arrivent de Russie, avec tanks, sous-marins, lances-roquettes de 200 km de portée (…) On n'a rien contre personne, mais faut pas nous chercher. Faut pas nous la faire à la libyenne »[57].

L'été suivant, interrogé à Caracas en compagnie du biélorusse Loukachenko sur les livraisons de pétrole de « l'Axe du Mal » au « peuple » syrien, il ironise devant toute la presse :

> « On est tous des dictateurs, Ahmadinejad, Lukachenko, Chávez … et il se trouve qu'on a tous été élus, et réélus, avec des pourcentages imbattables. »[58]

---

51 « *Che*-Vron : la conexión bolivariana », *El Libertario* / *Issuu.com*, [téléchargeable] mai 2014 & « Llegaron las maquilas a Venezuela », *Ruptura*, 14/12/2014.
52 Le Venezuela n'a toutefois jamais été bombardé.
53 « Tripoli est calme », *art.* cité.
54 Terme usé contre la *Gauche* extra- et intra-*chaviste*, dont le PCV lors du soutien aux ex-FARC déportés en Colombie (avril 2010) ou encore à *Carlos Le Chacal*, « lâché » par Chávez avant son énième procès en France (novembre 2011).
55 *TeleSur*, 26/03/2011.
56 *Prensa MPRRE*, 18/12/2011. Chávez a souvent bluffé sur l'éventualité d'une rencontre ...
57 *Agencia Venezolana de Noticias*, 25/01/2012.
58 *AVN*, 26/06/2012.

En fin d'année, trois jours après sa (ré)-ré-élection « contre une coalition internationale » – avalisée par Jimmy Carter comme la plus sûre des 92 qu'il a expertisées[59] –, et juste avant de plaider pour la « paix » en Syrie et dans le monde, Chávez ré-évoque le « cas » Gaddafi, assassiné un an plus tôt:

> « Ses derniers mots ont été : 'Je mourrai comme le Che. Je vais au martyr'. »[60]

La messe est dite[61]... Au demeurant, le « scenario » libyen-syrien – voire tunisien-égyptien – imputé à « l'Empire » en 2011 a surtout été constamment ré-imaginé et ré-ajusté à Caracas depuis 2004, au gré des mobilisations patronales, « néolibérales », étudiantes ou autres (petites-)bourgeoises et des campagnes diffamatoires afférentes certes ; mais aussi – dès 2006 –, au rythme des protestations ouvrières, paysannes et/ou indigènes – de Gauche. Entre temps, le Venezuela *afro-indo-latin* a bien été institué – ou imaginé –, par le truchement de PDVSA et des missions cubaines et autres (santé, éducation, logement...), en Eldorado « anti-néolibéral » par les (néo-)élites *officialistes* locales, la nomenklatura cubaine et une partie de l'intelligentsia « post-altermondialiste » et/ou « marxiste ». Mais ce fut également, et en tout état de cause indissociablement, l'avant-garde d'un *remake* tragi-comique de l'épopée des *Non Alignés*, où la « multi-polarité » du monde post-*guerre-froide* « change » surtout, à l'heure du crash pétrolier, le script de l'acte final : la multi-subordination au Capital US, UE, chinois, russe... et à ses acolytes locaux – blancs, oranges ou rouges.

59 « Why the US demonises Venezuela's democracy », *The Guardian*, 3/10/212.

60 « No se asusten por el socialismo, vean lo que pasa en Europa, señala Chávez », *La Jornada*, 10/10/2012.

61 Reprenant le flambeau, Maduro feindra 1 an plus tard de « troquer », après avoir hurlé au *coup impérialiste*, la reconnaissance de la junte égyptienne contre sa non-intervention en Syrie : « Canciller egipcio recibe a embajador de Venezuela tras su vuelta de Caracas », *Últimas Noticias*, 12/09/2013.